

Administration judiciaire de la preuve

Constat et droit de la famille

Comme en droit du travail, il doit exposer la question des enregistrements clandestins et de la preuve obtenue illicitement. Le constat de non-présentation d'enfants, abandon de domicile conjugal, sera évoquée par le prisme de la constatation négative.

Les constats locatifs

Il est attendu du candidat que celui-ci dresse un panorama des divers types de constats locatifs, avec étude approfondie des questions récurrentes et difficultés pratiques rencontrées.

Le constat en droit du travail

Le candidat doit alors exposer l'intervention et les modalités de la preuve dans le cadre du contentieux en relations individuelles et relations collectives de travail. Devra notamment être évoqué la question de la loyauté de la preuve, ainsi que le respect de la vie privée, notamment sur les réseaux sociaux. La question des enregistrements clandestins sera évoquée tout particulièrement, ainsi que la gestion de la vie privée du salarié sur le lieu de travail. Un petit développement sur le harcèlement sera apprécié.

Droit des entreprises en difficultés

La valeur juridique de l'inventaire dans le cadre d'un dossier d'entreprise en difficulté

Le candidat exposera la valeur juridique que le droit français confère à l'inventaire dressé par le commissaire de justice dans le contexte d'une procédure collective et son importance quant à l'issue des actions diligentées par certains créanciers à cette occasion.

Les spécificités respectives des actifs corporels et incorporels à inventorier dans le cadre d'un dossier d'entreprise en difficulté

Le candidat exposera les principales méthodes de valorisation de l'une et l'autre de ces catégories d'actifs et les précautions d'usage les concernant, en s'attachant à illustrer son propos par des exemples concrets.

L'identification et le traitement des biens n'appartenant pas au débiteur dans un dossier d'entreprise en difficulté

Le candidat exposera les moyens d'identifier les actifs qui ne sont pas la propriété du débiteur et le traitement que leur réserve le droit des procédures collectives, en s'attachant à illustrer son propos par des exemples concrets.

Droit de la propriété intellectuelle

La rédaction du procès-verbal de saisie-contrefaçon

Le candidat devra préciser les mentions essentielles du procès-verbal, l'importance de la neutralité du commissaire de justice et l'adéquation du procès-verbal avec les exigences de la jurisprudence.

Droit de l'immobilier, droit des baux

Bail d'habitation et clause résolutoire

Le candidat devra exposer les règles de fond et de forme qu'il convient de respecter lorsqu'un bailleur souhaite mettre en œuvre une clause résolutoire. Dans le cas particulier de l'application de l'article 24 de la loi de 1989, un comparatif entre les anciennes règles et celle issues de la loi du 27 juillet 2023 est attendu, de même qu'un exposé sur les difficultés de mise en œuvre de cette nouvelle loi.

Evènements et incidents influant sur le bail d'habitation

Le candidat devra exposer les différents événements et incidents pouvant venir perturber la vie « normale » du bail en prenant soin de préciser le cadre de l'intervention du Commissaire de Justice.

Droit des personnes et de la famille

Professionnel qualifié et protection des majeurs

Après avoir analysé le rôle spécifique du commissaire de justice, professionnel qualifié, pour chaque mesure juridique de protection des majeurs souffrant d'une altération de leurs facultés personnelles, le candidat présentera les moyens utiles pour éviter les abus dans la gestion de leurs biens.

Beaux-arts, arts décoratifs et droit du marché de l'art

La provenance dans le marché de l'art

Le candidat exposera le sens du mot provenance et les difficultés qu'elle suscite pour les différents acteurs du marché de l'art ainsi que les moyens mis en place par le droit pour la prendre en compte.